

LE GOUVERNEMENT DOIT ENTENDRE LA COLÈRE ET PROTÉGER LES CITOYENS, LES SERVICES PUBLICS ET LES BIENS SANS INSTRUMENTALISER LES VIOLENCES !

Réunissant 800 000 manifestant·es dans toute la France dont 40 000 à Montpellier, la mobilisation du 17 octobre a démontré l'immensité de la colère de la jeunesse, des travailleuses et des travailleurs. Face à la dégradation des conditions d'études, au dérèglement climatique, à l'inflation, à la stagnation des salaires et à un avenir qui s'assombrit pour les plus jeunes, les manifestations et les rassemblements et massifs ont démontré une aspiration à plus d'égalité, de solidarité, de justice sociale et climatique.



Montpellier - Place de la Comédie - 17 octobre 2026 - © FSU Territoriale

Cette journée a été également marquée par des violences. Celle du gouvernement d'abord, qui a d'amalgamer tout mouvement social à des violences urbaines et de traiter comme telles les manifestations et les rassemblements, notamment syndicaux. La FSU Territoriale apporte tout son soutien aux manifestant·es et syndicalistes blessé·es lors de ces violences. Elle dénonce cette dangereuse stratégie de la tension qui vise à discréditer les revendications légitimes des jeunes, des travailleuses et travailleurs et des retraité.e.s, qui paient tous les jours le prix de 10 ans de politiques libérales au service des plus riches.

Dans le même temps, les forces de l'ordre ont été incapables d'assurer la sécurité des biens et des personnes en marge des manifestations, avec pour conséquence des dégradations d'ampleur. La FSU Territoriale tient à apporter son soutien aux collègues qui ont vu leurs lieux de travail être pris pour cible, comme à Paris, Marseille, Limoges – où l'hôtel de ville a été entièrement détruit par un incendie - Bordeaux ou à Lyon. La violence envers les services publics et ses agent·es – que nous condamnons sans réserve - est aussi la conséquence des politiques antisociales menées par les gouvernements successifs depuis trop longtemps. À force d'affaiblir les services publics, de creuser les inégalités et de laisser une partie croissante de la population dans la précarité, c'est le lien social lui-même qui se dégrade. Une part de plus en plus importante de la population, laissée sur le carreau, se sent ainsi exclue de la promesse républicaine en se réfugiant dans la violence.

Les investigations journalistiques et judiciaires nous apporteront certainement davantage d'éléments sur les responsabilités liées au chaos en marge des manifestations.

.../...

SALAIRES
SERVICES PUBLICS
CARRIÈRES
CONDITIONS DE TRAVAIL
ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE



Depuis samedi les déclarations médiatiques se succèdent dans une surenchère de mesures autoritaires : couvre-feux, création de milices, interdiction de manifester, suppression des transports en commun, projets de lois punitives, mais aucune réponse aux revendications portées par des centaines de milliers de jeunes, de salarié·es et de précaires ne semble envisagée. Si nous saluons l'initiative des collectivités de se rassembler lundi dernier pour protester contre les « attaques des institutions », nous regrettons qu'à l'image de la communication de l'assemblée départementale de l'Hérault il n'y ait pas eu un mot

pour les manifestant·es ni une émotion pour les jeunes lycéen·nes mutilé·es à vie, victimes de la brutalité policière de ces dernières semaines. Quel message leur est renvoyé quand on s'inquiète des biens matériels plus que de leur santé, de leur vie ? **Nos enfants méritent d'être respectés, écoutés et entendus !**

Cette situation inacceptable doit cesser. Après dix années de politiques libérales ayant fragilisé les services publics, comprimé les salaires et accru les inégalités, il est plus que jamais urgent que le gouvernement sorte du déni, entende les revendications légitimes qui se sont exprimées le 17 octobre et cesse d'instrumentaliser les violences pour poursuivre ses politiques d'austérité délétère et sa stratégie du pourrissement.

La FSU Territoriale appelle l'ensemble des salarié·es, des agentes et des agents publics à se mobiliser à nouveau massivement à la journée interprofessionnelle de grève et de manifestation du 5 novembre, pour les salaires, les services publics et les moyens nécessaires aux communes, aux départements et aux régions afin de répondre aux besoins de la population mais aussi en soutien de la jeunesse mobilisée !



Montpellier - 17 octobre 2026 - © LA FSU Territoriale

**SALAIRES
SERVICES PUBLICS
CARRIÈRES
CONDITIONS DE TRAVAIL
ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE**

